



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

office national

Question écrite n° 61396

Texte de la question

M. Franck Gilard appelle l'attention de M. le ministre délégué aux anciens combattants sur les préoccupations de l'Union fédérale des associations d'anciens combattants quant à l'application de la circulaire du 16 novembre 2004 relative à la réforme de l'administration départementale de l'État. L'UFAC comme les anciens combattants et victimes de guerre de l'Eure craignent que les services de l'ONAC disparaissent au profit d'entités connaissant moins les particularités des anciens combattants. Même si chacun s'accorde sur la nécessité de réformer l'État, il n'en reste pas moins qu'aucune concertation n'a été menée avec les organisations représentatives ce qui génère une grande inquiétude. Il lui demande donc si le Gouvernement envisage d'associer les organisations représentatives, d'anciens combattants à l'application de la circulaire et d'envisager le maintien des ONAC dans le cadre des services de proximité.

Texte de la réponse

À la demande du Premier ministre, des réflexions ont été engagées par les préfets sur la base de la circulaire du 16 novembre 2004 afin d'améliorer l'organisation et le fonctionnement des services déconcentrés de l'État. Afin de dissiper les inquiétudes apparues, dans ce cadre, quant aux statuts et missions des directions interdépartementales des anciens combattants et victimes de guerre et des services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC), le Premier ministre a demandé que le travail engagé soit conduit sans idée d'intégration ou de fusion et que la spécificité du monde combattant et des organismes cités dans la circulaire soit parfaitement respectée. Dans le domaine particulier des institutions en charge du monde combattant, les évolutions attendues de la circulaire s'inscrivent donc, le cas échéant, uniquement dans le registre des aménagements matériels visant à conférer une plus grande efficacité à l'activité de ces structures. Celles-ci poursuivent, en revanche, selon leurs logiques et leurs calendriers respectifs, les démarches de modernisation déjà engagées. Dans le cas de l'ONAC, dont l'existence était menacée en 2002, il s'agit du contrat d'objectifs et de moyens qui garantit la pérennité de cet établissement public. Le Gouvernement est résolument attaché au monde combattant et aux institutions qui sont à son service, comme l'illustre l'ensemble de l'action conduite depuis 2002 (augmentation des crédits, décrystallisation, amélioration des conditions d'attribution de la carte du combattant, augmentation des pensions de veuves...) qui atteste de l'attention portée à ses légitimes attentes et de la volonté d'y répondre.

Données clés

Auteur : [M. Franck Gilard](#)

Circonscription : Eure (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 61396

Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre

Ministère interrogé : anciens combattants

Ministère attributaire : anciens combattants

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 mars 2005, page 3120

Réponse publiée le : 24 mai 2005, page 5314